

Compte rendu de la grève du 3 juin **250 AESH et personnels en colère devant la préfecture le 3 juin !**

À l'appel des fédérations nationales FO, CGT, FSU, SNALC, SNCL et SUD, le 3 juin, plus de 250 AESH, enseignants, parents d'élèves, de plus de 60 établissements se sont rassemblés devant la préfecture de Marseille pour soutenir la délégation intersyndicale reçue par les représentants du préfet. L'administration de l'Éducation Nationale n'était pas représentée.



Le SNFOLC 13 a porté les revendications des collègues AESH : un vrai statut de la fonction publique, un vrai salaire, l'abandon des PIAL, 183 euros pour tous sans contrepartie comme les hospitaliers, les primes REP et REP+, le droit à la formation continue individuelle, le recrutement de personnels en nombre suffisant...

Le SNFOLC est intervenu en rappelant que le « quoi qu'il en coûte » du Président de la République doit s'appliquer aussi aux AESH. La grande majorité des AESH touche 750 euros et se trouvent confrontés à des conditions de travail et d'existence extrêmement difficiles voire intolérables. La grande majorité d'entre elles est employée par l'Éducation Nationale, leurs revendications sont plus que légitimes et doivent être rapidement satisfaites.

Le SNFOLC a rappelé que même s'il est envisagé actuellement de dissoudre le corps préfectoral, pour FO, le Préfet reste le premier interlocuteur représentant de l'État au niveau des départements. C'est pourquoi nous lui demandons de faire remonter les revendications dont la délégation intersyndicale est porteuse auprès des ministères concernés, en l'occurrence M le Ministre de l'Éducation Nationale, Mme la Ministre de la Fonction Publique, le Ministre des Finances et le Président de la République.

Le SNFOLC 13 a remis par ailleurs les motions et pétitions remontées de nombreux établissements en précisant qu'il s'agissait des premières remontées... Les représentants du Préfet ont affirmé qu'ils feraient remonter nos revendications et ils ont confirmé que c'était un problème interministériel.

Le SNFOLC 13 a demandé que des négociations s'ouvrent rapidement en face de représentants de l'État dûment mandatés pour répondre aux revendications.

La délégation a rendu compte de l'échange auprès des 250 manifestants. Force est de constater qu'aucune réponse immédiate ne semble envisagée.

Pour FO, le principe d'une manifestation nationale à Paris en direction du ministère est l'étape suivante. Cette proposition a été soumise au vote des 250 présents qui l'ont adoptée à l'unanimité.

Le SNFOLC 13 invite les collègues à se réunir en AG dès demain afin de réaffirmer les revendications et de poursuivre la mobilisation.